



RAPPORT
D'ACTIVITÉ



2016

Près de 50 ans
d'expertise au service
de la production
organisée



L'UGPVB au service des éleveurs

L'Union des Groupement de Producteurs de Viande de Bretagne

est un syndicat professionnel, créé en 1968, qui fédère les Organisations de Producteurs (OP) de viande porcine, de viande bovine en Bretagne et d'œuf en Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie.

3 sections et 28 organisations de producteurs adhérentes

Nouvel adhérent 2016 : Pampr'œufs (79)

10 OP porc

- 4 813 éleveurs
- 15 837 198 porcs charcutiers et 218 209 animaux de réforme mis en marché



12 OP œuf

- 630 producteurs
- 6,24 milliards d'œufs commercialisés

6 OP bovin

- 7 900 élevages
- 140 000 jeunes bovins et 115 000 vaches mis en marché



Les chiffres clés de nos 3 filières

[porc et bovin : chiffres Bretagne]

[œuf : chiffres Bretagne, Pays de la Loire et Basse-Normandie]

La production porcine

- 117 élevages naisseurs : 40 774 PR*
- 2 650 naisseurs-engraisseurs : 515 450 PR* et 2 984 669 PE*
- 3 010 élevages engraisseurs + post-sevrageurs/engraisseurs : 1 972 642 PE*

* PR = places de reproducteurs
PE = places d'engraissement

La production bovine

- 6 550 exploitations avec des vaches allaitantes
- 12 % de la production de vaches de réforme
- Cheptel vaches allaitantes : 132 000
- Première région d'abattage de gros bovins et de veaux : 318 200 tonnes

La production d'œuf

- 20,8 millions de poules pondeuses
- 45 % de la production française dont 23,5 % en œufs alternatifs (sol, plein-air, LR* et bio)

* LR = Label Rouge

Nos missions

Initier
et mettre en œuvre
des démarches
collectives

Défendre
les intérêts
des adhérents

Informier,
Former
et Conseiller

Notre gouvernance :

Président

Michel **BLOC'H**

Directeur

Jacques **CROLAIS**

Vice-Présidents

Yves-Marie **BEAUDET**

Philippe **DAGORNE**

Secrétaire

Pierre **HERMENIER**

Trésorier

Philippe **BIZIEN**

Trésorier adjoint

David **JOUBIER**

Nos commissions et leur Président :

Commission Environnement

Bernard **ROUXEL**

Commission Sanitaire Œuf

Yves-Marie **BEAUDET**

Commission Sanitaire Porc

Bernard **CHRÉTIEN**

Commission Bien-être Porc

François-Régis **HUET**

Commission Qualité Porc

Jean-Pierre **SIMON**

Commission Œuf Alternatif

Anne **JÉZÉQUEL**

Commission Communication Porc

David **RIOU**

Comité de pilotage électricité

Jérôme **ORVAIN**

L'UGPVB dans la presse

- 5 communiqués de presse
- Nombre d'articles parus :
 - Presse spécialisée : 34
 - Presse quotidienne régionale : 18
 - Presse nationale ou hors Bretagne : 9
 - Presse économique : 6

Activité des services


- + de 150 notes et mails d'information diffusés aux OP
- + de 50 réunions organisées
- 10 mensuels «Porc»

Une seule équipe, aussi au service de :



Renforcer la compétitivité des filières



 - **Marché du Porc Breton** : Relance du MPB avec un seul tour, augmentation des apports à + 107 % (+ 34 000 porcs/semaine à fin 2016).

- **Simplification des organisations** : Proposition visant à accueillir des représentants syndicaux et consulaires en Conseil porc UGPVB.

- **Compétitivité des élevages de porcs (Etude IFIP/CER)** :

Analyse concurrentielle des bassins nord européens et espagnols, expertise des systèmes de production bretons, définition des actions pour regagner en compétitivité et en rentabilité.

- **Réforme PAC 2020** : A l'initiative de Breiz Europe, présentation des orientations des OP à Phil HOGAN.

- **Compte pénibilité** : Dans le cadre du Collectif des Acteurs Economiques Bretons, demande du retrait pur et simple du dispositif, compliqué et inapplicable dans les faits.



- **Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAEA)** : Obtention de la majoration de 10 % du taux d'aide pour la filière bovine. Plafond d'aide porté de 30 à 50 k€ pour les élevages de porcs. UGPVB, représentant de la filière Œufs auprès des financeurs et du Comité régional bâtiment. Relais de l'information au terrain.

Conjoncture

- Prix MPB sur 46 semaines : moyenne 1,292 €/kg
- Point haut : 1,534 €/kg le 26/09/2016
- Point bas : 1,07 €/kg le 04/01/2016

Appui technique en 2015 (Nombre de dossiers)

- GTTT-GTE : 823
- Tableau de bord : 24
- GTE élevages sans truie : 92

ZOOM

CONTRAT D'AVENIR SOCIÉTAL

Les difficultés conjoncturelles et structurelles que connaissent les éleveurs de porcs depuis plusieurs années confirment les lois du marché et de la compétition internationale.

Dans ce contexte, les OP réunies à l'UGPVB, ont initié des travaux basés sur les attentes sociétales et visant à conforter la compétitivité de la filière porcine. Ainsi, forte de la consultation ayant abouti au premier livret des indicateurs de Développement Durable de la production porcine bretonne (projet ID²), l'UGPVB a décidé de proposer collectivement à la distribution, un pacte Consommateurs / Producteurs.

En achetant du porc, les consommateurs contribueraient à un fonds dédié au financement de la démarche de progrès sociétale en élevage. 4 axes en constituent le socle : le bien-être animal, le sanitaire, l'environnement et le social. Les éleveurs s'engageraient sur la base d'un « catalogue de mesures ». Ce projet d'envergure nationale est porté en collaboration avec Coop de France et la Fédération Nationale Porcine. Si le projet est bien accueilli sur le principe, les négociations sont toujours en cours.

Bilan PCAEA 2015/2016 (Mesures 411b et 412)

- Bovin viande : 101 dossiers
3,17 M€ d'aides
- Porc : 505 dossiers
16,22 M€ d'aides
- Œuf : 93 dossiers
2,38 M€ d'aides
- Lait : 1 060 dossiers
34,5 M€ d'aides





- **Conjoncture Œufs** : Implication forte de l'UGPVB dans la création d'EggXagone, société d'export d'œufs cages pour baisser la pression sur le marché national. Activité effective depuis mars. Objectif : exporter 100 millions d'œufs en 2016.
- **Conjoncture poules de réforme** : Accompagnement des abatteurs pour solliciter des aides européennes au stockage.
- **Schéma régional des structures** : Prise en compte, dans le schéma régional des structures, de la spécificité de la production d'œuf en matière d'accès au foncier pour faciliter la conversion des élevages en cages.
- **Contrat sociétal d'avenir** : Implication forte d'administrateurs de la section Œuf sur ce dossier travaillé essentiellement au sein de l'interprofession Nationale (CNPO). Implication de l'UGPVB dans la réalisation d'une enquête nationale destinée à faire un état des lieux du parc de bâtiments en cages.
- **Etiquetage produits transformés** : Initiation du dossier en filière Œufs. Interpellation du Syndicat National des Industriels et Professionnels de l'Œuf (SNIPO).



REDYNAMISER LE MARCHÉ DE LA VIANDE BOVINE

Avec une conjoncture laitière très défavorable, l'abondance de vaches de réforme, conjuguée à une consommation atone en 2016, a largement déstabilisé le marché de la viande bovine. Dans ce contexte d'offre pléthorique, les 6 OP adhérentes à la section bovine ont impulsé l'idée d'un plan d'action pour désengorger le marché français et européen. Objectif : Retirer du marché, de l'ordre de 100 000 TEC (Tonnes Equivalent Carcasses) pour alléger immédiatement celui-ci et redynamiser les prix.

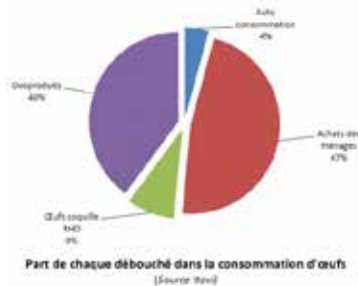
Sous quelle forme ? L'UGPVB et l'URGO*, moteurs sur ce dossier au niveau national, aux côtés de Coop de France, ont saisi officiellement le Ministre de l'Agriculture pour qu'il active les deux mécanismes rendus possibles par la nouvelle PAC : le premier serait sous forme d'aide alimentaire aux plus-démunis (comme cela a été pratiqué pour la Syrie sur les produits laitiers) et le second par l'activation du stockage privé.

* Union Régionale du Grand Ouest

Evolution de la segmentation de l'offre française d'œufs

(part poules pondeuses en cages)

- 2000 : 90 % poules
- 2006 : 81 % poules
- 2016 : 68 % poules
- 2022 : 50 % (projection CNPO)



Conjoncture bovine

- **Vache R** : moy 2016 = 3,72 €/Kg carcasse (- 6 % vs 2015) ; point haut 3,82 (sem. 1) ; point bas 3,66 (sem. 38 et 39)
- **JB U** : moy 2016 = 3,82 €/Kg carcasse (- 3 % vs 2015) ; point haut = 3,95 (sem. 1) ; point bas = 3,72 (sem. 20).

Contacts

Bovin : Julien LEVERT
Œuf : Gilles GUILLAUME
Porc : Jacques CROLAIS

Accompagner la simplification et le progrès en environnement



- **Programme d'actions national nitrates** : Positionnement sur le projet d'arrêté. L'arrêté final paru le 11/10/2016 intègre le Bilan Réel Simplifié pour les porcs, souhaité par la profession.
- **Installation classées pour l'environnement (ICPE)** :
 - Participations actives aux travaux régionaux (Comité Agricole Rural - CAR environnement) : simplification des plans d'épandage, problématique phosphore.
 - Veille réglementaire et diffusion aux OP : évaluation environnementale, réforme de la participation du public, projet de suppression de la procédure de regroupement, etc.
- **Révision du BREF* Elevage** :
 - Propositions au Ministère pour simplifier la procédure de réexamen IED* ; mise en œuvre début 2017.
 - Appui aux OP pour la mise en œuvre des aides aux investissements des éleveurs en faveur de la qualité de l'air.
- **Projet d'accord interprofessionnel sur l'oxyde de zinc** : Sur la base d'une expertise des services environnement des OP, proposition à INAPORC d'une orientation basée sur la diminution de la teneur en zinc des aliments porcs charcutiers.

ZOOM

ACHAT GROUPE POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ

En 2015 et 2016, les Unions Régionales du Grand Ouest ont coordonné des appels d'offres pour proposer aux éleveurs des tarifs d'électricité optimisés :

- Plus de 1 800 éleveurs (ex-jaunes et verts) ont signé, fin 2015, un contrat avec EDF (prix fixe sur 3 ans).
- Près de 500 éleveurs (en tarif bleu) se sont engagés en 2016, pour 21 mois, avec Direct Energie (prix indexé sur le tarif réglementé).

Pour aller plus loin dans la recherche de la performance énergétique, les Unions ont négocié, fin d'année 2016, un service de télé-relève avec la société EVELER au bénéfice des 1 800 éleveurs (ex-jaunes et verts). L'outil permet aux éleveurs de détecter et corriger les situations de consommations anormales comme les dépassements de puissance.

Ces travaux ont été conduits en partenariat avec le cabinet d'expertise MTAIR.

Les publications

- 74 mails d'information
- 8 notes d'information
- 5 « infos environnement »
- 2 « infos investissement »
- 9 « mensuels environnement »

Les réunions UGPVB/OP

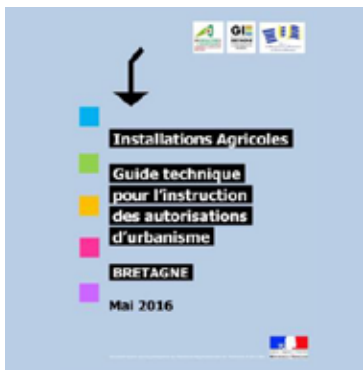
- 4 commissions environnement
- 2 réunions d'actualité Grand Ouest
- 7 comités de pilotage Electricité
- 4 groupes de travail thématiques

Les rencontres avec nos partenaires

- 4 réunions DREAL* – OPA*
- 6 CAR Environnement
- 6 réunions du réseau environnement Coop de France
- 1 rencontre ICPE 35

Interprofession des Fertilisants Organiques de l'Ouest (IF2O)

- 10 structures adhérentes
- 4 réunions plénières
- 1 500 sites traitent leurs effluents et les transfèrent
- 400 000 tonnes de fertilisants transférés



ZOOM

MISE À JOUR DU GUIDE URBANISME

Le guide urbanisme agricole a été actualisé en 2016 et diffusé en juin. Rédigé par l'UGPVB, la Chambre Régionale d'Agriculture, le GIE Elevages de Bretagne, en collaboration avec les DDTM* de Bretagne, cette 3^{ème} version du guide recense les règles applicables à la construction et à l'urbanisme des bâtiments agricoles en Bretagne.

Il intègre les évolutions réglementaires du droit de l'Urbanisme depuis la dernière mise à jour en 2014, concernant le seuil de recours à l'architecte, le contenu du dossier ICPE, les délais de validité du permis de construire.

Grâce à ses illustrations et cas concrets, ce guide est un document de référence pour les techniciens des OP et des bureaux d'études, les services instructeurs de l'administration et des collectivités, les agriculteurs. Il permet de faciliter et d'harmoniser la préparation et l'instruction des dossiers.

[Guide disponible sur www.ugpvb.fr/NosPublications]

ZOOM

SIMPLIFICATION DE LA MISE À JOUR DES PLANS D'ÉPANDAGE

L'UGPVB considère qu'il est nécessaire d'amplifier les travaux menés au niveau régional, visant à simplifier la mise à jour des plans d'épandage. Le projet d'outil cartographique conduit par la DREAL en concertation avec les OPA régionales, ne constitue qu'une première étape, qui reste insuffisante.

Pour l'UGPVB, une réelle simplification suppose :

- sur un plan technique, de dématérialiser la mise à jour des plans d'épandage grâce à la création d'une base de données régionale des parcelles d'épandage, sous gouvernance professionnelle.
- sur un plan réglementaire, de faire évoluer la réglementation nationale afin de supprimer les procédures « papier ».

Pour cela, l'UGPVB a, en 2016, mobilisé ses partenaires régionaux (OPA et bureaux d'études) et formulé des propositions concrètes d'évolutions réglementaires (notamment dans le cadre de la mission parlementaire sur la simplification des normes).

Le dossier « IED »

- 460 élevages de porcs IED en Bretagne et 1 300 en volailles (chair et pondeuse)
- 3 réunions du groupe de travail national (Ministère de l'environnement)

Traitement du lisier

- 420 stations de traitement du lisier
- 11,3 millions d'unités d'azote et 5,9 millions d'unités de phosphore résorbées

* Glossaire

- BREF : Document de référence sur les meilleures techniques disponibles
- IED : Directive sur les Emissions Industrielles
- DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer
- DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement
- OPA : Organisation Professionnelle Agricole

Responsable
professionnel

Bernard ROUXEL

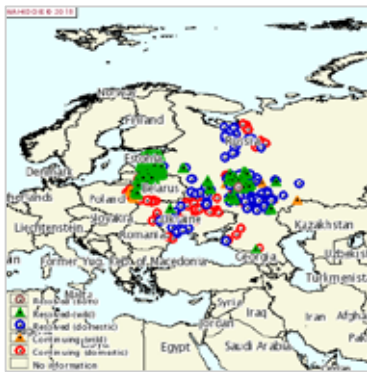
Contacts

Justine AUBRIL

Jean-Michel NOURY

Marie PERRET

Tendre vers l'excellence sanitaire et qualitative



Santé animale :



- Mise en place de la Charte de protection des élevages négatifs SDRP.
- Veille sanitaire : Pestes Porcines (cf. carte), Fièvre Aphteuse,...
- Participation à l'accord interprofessionnel portant sur l'utilisation de l'oxyde de zinc.
- Audits des stations de lavage et désinfection des camions de transport d'animaux vivants.
- Suivi RESAVIP (réseau grippe porcine), épidémiologie-surveillance, lancement du site OVS* www.EpiPorc.com.



- Crise française Influenza aviaire : Recherche de débouchés alternatifs pour les poules de réforme en perte de valeur, du fait de la fermeture de certains marchés africains (Congo, Afrique du Sud). Sensibilisation des pouvoirs publics sur les risques liés au développement des basses-cours.
- Fonds de mutualisation sanitaire (FMSE) : Participation à la réflexion interprofessionnelle sur l'intérêt d'une section avicole toutes espèces (gouvernance, gestion des fonds).
- Gouvernance sanitaire : Demande de prise en compte de la section Œuf UGPVB comme section spécialisée filière Ponte au sein de l'ASR (Association Sanitaire Régionale).



- Nouvel arrêté IBR (Rhino-trachéite Infectieuse Bovine) : Veille permanente pour la prise en compte des activités des OP (centres d'allotement, mouvements ...).

Qualité :



- Engagement d'une réflexion sur l'étiquetage d'origine dans les produits transformés à base d'œuf.



- Suivi des indicateurs VPF et QT.
- Animation et administration de BDPORC en Bretagne.
- Mise en place du plan d'action Rouget.
- Poursuite des travaux de recherche sur les alternatives à la castration chirurgicale des porcelets.
- Suivi de la Visite Sanitaire Porcine et de l'Information sur la Chaîne Alimentaire.

Bien-être :



- Expertise de l'accélération de la segmentation du marché en faveur des œufs alternatifs sous la pression des mouvements welfaristes.



- Veille relative aux propositions du gouvernement sur la mise en place de sa nouvelle stratégie bien-être animal.

Référencement des élevages de porcs

- 5 654 sites QT
- 5 695 sites VPF porcs charcutiers
- 2 584 sites VPF cochons

Liens actifs TATOUPA : 725

Notification des mouvements en Bretagne

- 336 929 mouvements notifiés dans BDPORC, soit 16 667 788 animaux transportés en 2016
- 90 % des mouvements notifiés dans les délais réglementaires (+ 5 % par rapport à 2014)

Adaptation de la production d'œufs au marché

- 2 enquêtes prospectives en 2016 sur l'évolution de la production à horizon 2 ans sur toutes nos OP
- 1 enquête d'évaluation de l'adaptabilité du parc bâtiments

Responsables professionnels

Bien être :

- Œuf alternatif : Anne JEZEQUEL
- Porc : François-Régis HUET

Qualité :

- Porc : Jean-Pierre SIMON

Santé animale :

- Porc : Bernard CHRETIEN



ZOOM

CHARTRE DE PROTECTION DES ÉLEVAGES NÉGATIFS SDRP

La stratégie de l'Organisme à Vocation Sanitaire (OVS) Porc Bretagne vis-à-vis du SDRP consiste en une démarche « pas à pas » basée sur la biosécurité, en mouvement depuis 2013.

Sur la base de la Charte de Protection des élevages SDRP négatifs puis des travaux de recensement et de protection des élevages négatifs réalisés en 2014-2015, l'année 2016 a été consacrée à la signature des différents acteurs impliqués dans la charte (cf. chiffres-clé ci-dessous) et au déploiement des outils de suivi.

L'implication de l'ensemble des partenaires permet à l'élevage d'être repéré et protégé lors des mouvements d'animaux : les tournées sont établies en respectant son statut sanitaire particulier (absence d'animaux issus d'élevages de statut inconnu ou positif dans le camion lors du ramassage des animaux).

[Plus d'informations auprès de l'OVS - contact@ovsporcbretagne.com]

Les signataires de la Charte SDRP

- 43 éleveurs
- 10 OP
- 41 vétérinaires
- 13 abattoirs

(chiffres arrêtés au 21/11/2016)

Les lettres d'information

- OVS* Porc Bretagne : 10
- Service sanitaire : 6
- Service qualité : 17

* OVS : Organisme à Vocation Sanitaire

ZOOM

ALTERNATIVES À LA CASTRATION PHYSIQUE DES PORCELETS

L'UGPVB a répondu positivement à la demande de Welfarm d'échanger sur ce dossier stratégique. La profession s'inscrit pleinement dans une orientation visant à traiter la douleur et à arrêter à terme la castration chirurgicale. Elle a décidé de :

- s'imposer l'utilisation d'un analgésique,
- signer, via le CRP Bretagne, la « déclaration européenne sur les alternatives à la castration chirurgicale des porcs »,
- déployer des moyens techniques et financiers sur ce dossier.

Si l'UGPVB et Welfarm ont des objectifs partagés, il y a divergence sur les moyens à mettre en œuvre. Pour l'UGPVB, la priorité est d'obtenir des moyens publics importants pour accentuer la R&D concernant notamment le tri et la valorisation des carcasses. La campagne de communication virulente de Welfarm en septembre 2016, sur la pratique de la castration chirurgicale des porcelets, ignore ces réels besoins de R&D et peut, de fait, être interprétée comme une démarche abolitionniste.

Les réunions

- 4 commissions et réunions techniques sanitaire
- 2 commissions qualité grand ouest
- 14 réunions techniques qualité

Contacts

Bovin : Julien LEVERT

Œuf : Gilles GUILLAUME

Porc :

- Bien être :
Mathilde HELSTROFFER
- Qualité :
Laurie DETRIMONT
- Sanitaire :
Elisabeth SALLE

Accompagner le collectif sur les aspects juridiques



- **Dumping Fiscal** : Création d'un Collectif pour dénoncer le forfait TVA en Allemagne dans le secteur porcin ; Dépôt d'une plainte devant la Commission Européenne.
- **Gouvernance Sanitaire** : Obtention d'un accord de la DRAAF pour la création au sein d'une ASR (Association Sanitaire Régionale), d'une section spécialisée autonome responsable du suivi sanitaire porcin.
- **Veille juridique** : Suivi des évolutions législatives et réglementaires.
- **Expertise** juridique au service de la qualité, l'environnement, la communication...
- **Guide urbanisme** : Actualisation du guide en 2016 et déploiement sur le terrain [cf. rubrique environnement].
- **Charte Conception Bâtiment** : Lancement de travaux de rédaction d'une charte professionnelle.
- **Simplification des Normes Agricoles** : 10 propositions concrètes en vue de simplifier les ICPE et le guide d'urbanisme.
- **Encadrement du droit de recours** : Proposition législative reprise par le collectif des acteurs économiques bretons.



ETIQUETAGE D'ORIGINE : L'ABOUTISSEMENT

A la suite de nombreuses démarches effectuées par la profession et notamment d'un projet d'amendement proposé par l'UGPVB dans le cadre de la proposition de loi en faveur de la compétitivité de l'agriculture, le gouvernement a finalement décidé de défendre le dossier de l'étiquetage d'origine devant la Commission Européenne.

Celle-ci, malgré ses précédentes réticences, a décidé de donner son aval à la France pour un essai expérimental de deux ans.

L'étiquetage de l'origine du lait dans les produits laitiers et de la viande dans les plats préparés sera donc mis en place en France à partir du 1^{er} janvier 2017, pour une durée de deux ans. Le décret entérinant ce dispositif a été publié le 21 août 2016.

L'arrêté du 28 septembre 2016, quant à lui, fixe le seuil à 8 % de viande utilisée en tant qu'ingrédient dans un produit transformé pour rendre obligatoire l'indication de l'origine de la viande.

Plainte TVA

- 32 audiences ministérielles, parlementaires et administratives
- 30 articles presse nationale et européenne
- 2 reportages TV

Activités du service

- Plus de 100 consultations juridiques écrites et orales de la part des OP

Exemples de propositions de simplification

- Créer un régime ICPE élevage
- Faciliter l'instruction des dossiers ICPE élevage
- Simplifier l'exploitation des ICPE élevage
- Supprimer le recours obligatoire à l'architecte

Responsable professionnel
Bernard ROUXEL

Contacts
Mathilde HELSTROFFER
Marie PERRET

Promouvoir les métiers



- **Sensibilisation « Limitons les odeurs »** : Diffusion du calendrier d'épandage accompagné d'un message « Améliorer la qualité de vie de vos voisins, c'est aussi améliorer la vôtre ».
- **Brest 2016** : 7 entreprises, 60 éleveurs et techniciens des OP à la rencontre du public sur le stand « Copains comme cochons ». Temps fort Pig Parade pour entretenir les liens créés en 2015.
- **Remise des prix de la communication « 100 % communication positive »** aux 10 candidats et aux acteurs communicants de l'année, au SPACE.
- **Animation de la page Facebook « Changeons de regard »** : 2 à 3 posts hebdomadaires, 460 fans au 21/11/2016.
- **Livret d'indicateurs de développement durable** : Finalisation des indicateurs et diffusion du livret aux parties prenantes, dont 3 000 éleveurs. Objectif : communiquer de manière factuelle sur les progrès réalisés par la profession. Au-delà, engager la filière dans une démarche de progrès. [Livret disponible sur www.leporcenbretagne.com].
- **Relations presse** : Traitement des sollicitations médias et mise en relation avec les éleveurs.
- **Expertise** en communication au service des OP et de l'UGPVB.

ZOOM

DE L'ART OU DU COCHON

L'UGPVB associée au Comité Régional Porcin de Bretagne, a lancé la 2^{ème} édition du concours de décoration de cochons sur le thème « De l'art ou du cochon », auprès des écoles (classes de CM1-CM2) et des communes (Temps d'activités périscolaires).

L'objectif ? Montrer la passion qui anime les éleveurs malgré une conjoncture difficile et continuer à créer du lien sur le territoire, notamment avec le milieu scolaire.

Ce sont ainsi 2 000 élèves (58 classes) qui ont décoré 500 cochons, exposés en élevage à la journée « Tous à la ferme ». Les 100 cochons finalistes ont été vendus avec succès aux fêtes maritimes de Brest en juillet. Les 4 lauréats ont quant à eux créé l'évènement au SPACE en étant vendus aux enchères.

4 555 € ont ainsi été récoltés et reversés au profit de l'association caritative « les P'tits doudous » du CHU de Rennes, qui améliore le vécu des enfants hospitalisés.

Parallèlement, 28 visites d'élevages ont été organisées afin de faire découvrir l'élevage aux enfants et enseignants.

Journée Agriculteurs de Bretagne « Tous à la Ferme ! »

- 20 000 visiteurs
- 20 exploitations : 4 en porc, 2 en bovin, 1 en poule
- 5 OP mobilisées : Triskalia, Nutrélia, Porélia, Prestor, Syproporc

Promotion du métier et renouvellement des générations dans la filière bovine

- 8 interventions auprès de classes de BTS

Don d'Œufs aux Banques alimentaires Grand Ouest

- 700 000 œufs donnés sur 2013/2016
- 600 000 œufs promis sur 2017/2020 au SPACE 2016

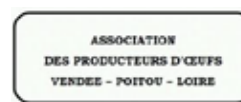
*L'UGPVB Œuf s'engage
dans la durée !!!!!*

Responsable
professionnel Porc
David RIOU

Contacts

Bovin : Julien LEVERT
Œuf : Gilles GUILLAUME
Porc : Emilie CHARPENTIER

Nos
partenaires
nationaux et
européens



Nos adhérents



Contact

UGPVB
104 rue Eugène Pottier
CS 26553
35065 RENNES Cedex

☎ 02 99 65 03 01
📠 02 99 30 15 34
✉ ugpvb@ugpvb.fr
www.ugpvb.fr

